

# LE GRAND DEBAT

## La transition écologique

1. Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement
  - La pollution de l'air.
  - Dérèglement climatique.
  
2. Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?
  - Panneaux solaires sur les toits des supermarchés.
  - Utiliser les marées écowave.
  - Favoriser les circuits courts.
  - Réduire les consommations d'énergie.
  - Réduire la consommation de viande.
  - Eviter le gâchis alimentaire.
  - Ferroutage.
  - Transport fluvial.
  - En éduquant nos enfants.
  - Réduire la TVA sur l'alimentation en vrac.
  - Au niveau individuel : trier, utiliser les transports en commun (mais ils ne sont plus nombreux dans le monde rural). Manque de trains, se déplacer à pied, à vélo.
  - Au niveau national :
    - Renforcer le transport en commun (trains insuffisants, beaucoup de bourgs sans gare
    - renforcer le transport fluvial et ferroutier pour éviter les camions
    - taxer tout ce qui pollue (les gros bateaux, avions, camions, non les particuliers qui sont obligés de prendre leur véhicule pour aller travailler)
    - valoriser la production d'énergie verte usines marémotrices ?, cf société eco-waves
    - développer le recyclage
    - éduquer les enfants (école, collège, lycée) éviter les gaspillages alimentaires et autres.
  
3. Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?
  - Oui.
  - Beaucoup de maladies, allergies dans nos familles.
  - Inondations ou sécheresses plus importantes (de plus en plus de jours consécutifs sans pluie dans notre région du nord de la France).
  - Pollution.
  - Tempêtes plus fortes.

4. A titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?
- En réduisant les emballages, les déplacements, la consommation de viande, en achetant local, de saison, réduisant l'utilisation de produits toxiques, compostage, isolation thermique.
  - En triant.
  - En marchant, en utilisant les transports en commun.
  - En éduquant les enfants.
  - En achetant dans les circuits courts, et en achetant de saison, en limitant la consommation.
  - En diminuant la consommation électrique.
  - En limitant les trajets (voiture, avion, ...).
5. Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?
- Oui.
6. Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?
- De vraies pistes cyclables sécurisées.
  - Diminuer la TVA sur les produits en vrac, les produits locaux.
  - Lutter contre l'obsolescence programmée.
  - Nous aimerions des spots de sensibilisation dans les media
  - Nous aimerions plus d'éducation, moins de taxes sur les particuliers.
7. Quelles serait pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?
8. Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?
- Il existe toujours des solutions plus écologiques (solaire ou méthane), mais cela reste cher et le recyclage ?
9. Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'Etat, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements et pour les déplacements ?
- Oui nous connaissons un peu les aides.

10. Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?
- Augmenter le nombre de trains, tramways, bus...
  - Favoriser le co-voiturage.
  - Oui pour certains non pour d'autres. Il manque des parkings de covoiturage, de vraies pistes cyclables, des possibilités pour utiliser les fleuves ou canaux dans les villes.
11. Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?
- Augmenter les taxes sur le diesel et les réduire sur l'essence.
  - Non dans le rural le véhicule est obligatoire car rien d'autre.
12. A quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ?
- Financer des aides pour la transition écologique.
  - Les recettes liées aux taxes doivent servir à financer des aides pour accompagner les français dans la transition écologique.
13. Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée :
- Par la fiscalité écologique.
  - Financement par le budget général de l'Etat.
14. Et qui doit-être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ?
- Les entreprises.
  - Tout le monde doit être concerné.
15. Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ?
- Taxer les produits importés qui dégradent l'environnement
  - Modifier les accords commerciaux

16. Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

- Taxer les produits importés
- Il faudrait déjà que la France montre l'exemple
- L'Etat doit engager des mesures au sein du gouvernement et des ministères
- Il faut favoriser la production et l'utilisation des biocarburants, le solaire, l'éolien...

17. Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

- Eduquer par l'exemple plutôt que de taxer.
- Effectuer une pesée des poubelles pour sensibiliser et se situer dans sa production annuelle de déchets.
- Je suis contre l'idée de lier fiscalité et écologie. Cela ne motive pas et infantilise le citoyen.
- Commencer par arrêter le gâchis : énergétique (isolation de logement), alimentaire (faire évoluer la restauration collective).
- France : entourée de mers : développer l'énergie des marées quotidiennes ?
- L'emballage alimentaire est superflu et ne sert qu'au marketing. Proposition : baisser la TVA sur les produits alimentaires en vrac.
- Créer de nouvelles taxes n'est pas la solution.
- Les carburants sont-ils tous taxés de la même manière ? (Différence entre les gros pollueurs et les particuliers)
- Il faut valoriser le recyclage des produits, éviter les emballages inutiles, arrêter l'obsolescence programmée
- Il faut travailler sur d'autres forme d'énergie : moteur hydrogène...
- Voir à long terme et non à court terme (problème du profit immédiat.)
- C'est l'argent qui décide et non le bien commun.

## L'organisation de l'Etat et des services publics

- Clarification et simplification des compétences et des démarches entre les services et dans les services de l'Etat.
- Un top management trop formaté ENA qui n'est plus à l'écoute de la réalité sociale et économique et qui s'auto-entretient par ses réseaux.
- Développer les services avec les administrations par internet tout en conservant des fonctionnaires de contact au plus près pour ceux qui en ont besoin avec de la polyvalence (plus il y aura d'internet, plus des fonctionnaires seront libérés).
- La décentralisation devrait entraîner la simplification, ce qui est actuellement le contraire.
- Etat/collectivité : Assouplir, faire confiance, décentralisation réelle (déphasage entre le discours et la réalité). Ne supporte plus l'Etat sanction.
- La complexité administrative et la bêtise du contrôle inutilement pointilleux coûte :
  - à la motivation à embaucher,
  - du temps de fonctionnaire inutilement utilisé,
  - ne permet pas d'être certain de respecter les textes.Donc, demande de :
  - plus de bienveillance,
  - de simplification,
  - penser aux artisans qui n'ont pas de service DRH
- Allocation logement. Allocation familiale. Allocation adulte handicapé : ne pas les réduire, ne pas descendre les barèmes.
- La simplification sans cesse mise en avant des procédures administratives ne se traduit pas dans le quotidien des communes, des employeurs, des citoyens notamment ruraux... Tout cela asphyxie l'économie.
- Pour les démarches administratives sur internet, il faut absolument une aide par un agent de l'Etat ou mairie, apte d'aider les citoyens à remplir les documents.
- Education nationale : lorsqu'on écrit à la rectrice, il est bien dommage qu'elle ne prenne pas la peine de nous répondre, alors que le ministère de l'éducation nationale lui a pris la peine de nous répondre (thème : suppression du poste de la principale adjointe du collège).
- Simplification : formulaires trop diversifiés pour une simple demande d'ouverture de débit de boissons. Demande faite à 3 reprises, à la demande de la sous-préfecture, car formulaire non correct (alors que c'est l'administration qui a donné le formulaire).
- Distribution des subventions : manque de discernement (limiter ou étudier les demandes de subventions en fonction des investissements déjà effectués).
- L'accès aux soins : la hausse des médicaments non remboursés risque d'impacter la santé des personnes plus vulnérables.
- La commune reste l'interlocuteur le plus proche pour les administrés. Le rang département voire région est beaucoup plus long. La proximité reste la priorité dans le discours de l'administré.
- La diversification des métiers des agents des services publics est une piste à explorer pour accompagner plus efficacement les citoyens.
- Il est frustrant et décourageant de ne pas recevoir de réponse de certaines administrations par exemple la MSA/Retraite.
- L'administration doit être au service du citoyen ou de l'entreprise et non l'inverse. Utiliser un ton moins péremptoire dans la communication.
- Pourquoi les fonctionnaires sont-ils protégés plus que les salariés privés ? Renouvellement successif de congés maladie (1 an) puis de mise en disposition (3 ou 4 ans). C'est la collectivité qui paie pour des renouvellements qui sont souvent accordés trop facilement.

- Pour les dossiers MDPH ceux-ci sont trop complexes et la reconnaissance du handicap insuffisante. En psychiatrie créer des foyers de vie pour personnes seules et vieillissantes.
- Continuer à avoir des contacts pour une certaine partie de la population qui n'a pas les mêmes capacités : assumer le service public.
- Importance d'avoir un conseil pour une personne polyvalente qui puisse se délocaliser sur un site.
- Internet n'est pas accessible à tout le monde.
- Transport public (TER) : pourquoi changer des horaires sans préavis et sans concordance avec les horaires de travail. Ce n'est pas cohérent.
- Mais pourquoi les départements n'ont-ils pas été fusionnés ?
- Transport : Pourquoi supprimer les TER sans chercher à optimiser la fréquentation, autrement dit remplir les trains, c'est communiquer et échanger.
- Il n'y a pas de cohérence entre nous et la région Grand Est, on ne comprend pas, on ne se sent pas concernés par cet échelon régional.
- Couverture Orange non efficace ce qui empêche une partie de la population d'avoir un accès à la téléphonie mobile.

## Démocratie et citoyenneté

1. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?
  - Représentation locale : le maire, les élus, les syndicats. On s'oriente vers les services de proximité du fait de l'éloignement de la grande région.
  - Sentiment d'éloignement des services de plus en plus grand.
  
2. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?
  - Oui.
  
3. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent.
  - Renforcement de la transparence.
  - Davantage de "démocratie participative" d'échanges entre élus et citoyens.
  - Davantage de réunions publiques.
  
4. Le non-cumul des mandats instaurés en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :
  - Manque de respect des personnes.
  - Accompagnement des jeunes et des parents vis-à-vis de leurs enfants.
  - Que les parents s'intéressent à la vie de leurs enfants.
  - Une bonne chose.
  - Non cumul des mandats dans le temps.
  
5. Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?
  - Une dose de proportionnelle.
  - Remplacer le sénat par une assemblée citoyenne (mandat 2 ans maxi) tirée au sort, avis consultatif + droit de véto.
  - Prise en compte du vote blanc.
  
6. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?
  - Oui pour toutes.
  
7. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?
  - Oui pour les députés et les sénateurs.

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

8. Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?
- Education civique.
  - Respect des résultats du vote (référendum de 2005).
9. Faut-il rendre le vote obligatoire ?
- Oui, sous réserve qu'il y ait le vote blanc et la possibilité de voter de chez soi.
10. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?
- Oui pour le vote avec la même réserve que pour la N° 9.
  - Autre réserve : nouvelle élection au-delà d'un certain % de votes blancs.
11. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?
- Consultation significative au niveau local pour les sujets sensibles et les grandes orientations.
  - Référendum d'initiative citoyenne : supprimer la condition du nombre de parlementaires, baisser le % du corps électoral, obligation de porter la loi et d'en débattre à l'assemblée.
12. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?
- Plutôt davantage de consultations ou d'abord consultation et s'il le faut référendum si la consultation y conduit.
- Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?
13. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?
- Non car il faut porter le débat : propositions de loi qui doivent être débattues et non les RIP d'une initiative citoyenne.
14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?
- Oui.
15. Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?
- Consultation via internet des citoyens.



16. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elle jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

- Supprimer Sénat et Conseil économique et social.
- Supprimer les deux assemblées (SENAT + CESE) pour remplacer par une assemblée de citoyens (démocratie participative).

Faut-il les transformer ?

17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui :

- Satisfaisante.
- A modifier profondément.

18. Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ?

- Interdire les signes ostentatoires religieux dans les lieux publics.
- Appliquer la loi de 1905 au pied de la lettre.

19. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

- Education renforcement. Formation des enseignants.

20. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

- Renforcement de l'éducation.

21. Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

- L'écoute, le respect, le débat avec civilité.

22. Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

- Eduquer les enfants aux échanges, débats.

23. Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

24. Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?
- Propos haineux sur les réseaux sociaux.
  - Contrôle et répression par la loi systématiquement.
  - La définition de la liberté d'expression doit être mieux expliquée : problème de l'individualisme.
25. Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?
- Sanctions financières et physiques des parents.
26. Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?
- Que les adultes dénoncent les incivilités et assurent l'exemplarité.
27. Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?
28. Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?
- Problème de communication, de l'information. Egalité Homme/Femme. Egalité de salaire.
29. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarités ?
- Oui avec contrepartie travail d'intérêt général.
30. Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?
- Encadrement de l'immigration.
31. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?
32. Que proposez-vous afin de répondre à ce déficit qui va durer ?
33. Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?
34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

## La fiscalité et les dépenses publiques

1. Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?
  - La page 2 du diagnostic "fiscalité" doit être connu de tout le monde (école, lycées, médias, internet, publicité...)
  - Messages télévisés. Informations dans les lycées, site internet...)
  
2. Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?
  - Faire supporter les charges sociales sur la consommation.
  - 0 TVA sur les produits de première nécessité.
  - Réduire les charges sur le travail.
  - Supprimer la taxe d'habitation en totalité quels que soient les revenus (sur résidence principale).
  - Calculer la taxe foncière sur la surface habitable et surface de terrain.
  - Exonération de la CFE sur le seuil de la TVA.
  - Taxer les gafas au niveau européen et/ou national (3 à 5 %).
  - Faire participer le transport maritime et aérien à la taxe carbone au niveau européen.
  - Faire payer les riches. Payer en proportion de son revenu.
  - Eviter l'évasion fiscale.
  - Reconsidérer les niches fiscales.
  
3. Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout :
  - Faire les deux en même temps.
  - Réduire fortement les indemnités aux anciens Présidents et Premiers Ministres ainsi que les avantages (véhicules, chauffeurs...)
  - Réduire la dépense.
  - Mieux gérer les dépenses.
  - Réduire le nombre de sénateurs et députés et les salaires des salariés du Sénat et Assemblée Nationale.
  
4. Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?
  - Adapter la TVA sur certains produits (pas de TVA ou TVA réduite sur les produits de première nécessité).
  - Les taxes sur salaires (hors retraite).
  
5. Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?
  - Les dépenses de l'Etat, le train de vie des Présidents.
  - Supprimer les avantages retraite liés à une fonction élective.
  - Les dépenses de l'Etat.

6. Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?
  - On ne peut pas faire d'économies sur ces différents domaines. Il faut prendre le problème dans la finesse.
  
7. Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous ?
  - Inadmissible d'aider les gens qui ne veulent pas travailler.
  - Revoir les conditions d'attribution du RSA. Les gens doivent travailler plus.
  - En distribuant les aides on obtient la paix sociale. L'effort doit être mutualisé au niveau des retraites sur le même principe que les différentes tranches des impôts. De nos jours, on ne peut pas avoir des retraités aisés et des inactifs de plus en plus nombreux.
  
8. Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?
  - La grande dépendance.
  - Le maintien à domicile.
  - Accompagnement des personnes âgées (maintien à domicile, structure d'accueil...).
  
9. Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?
  - Santé, prévention (dépistage).
  
10. Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?
  - Ecologie : oui.
  - Non.
  
11. Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?